TROISIEME ANNEE. — N. 465.

MERCREDI 16 JUIN 1915

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ
14, rue Drouot (Paris 9e)
Téléph. : CENTRAL 69-70

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

5 centimes — PARIS ET DÉPARTEMENTS — 5 centimes

DIRECTEUR :
Miguel ALMEREYDA

RÉDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2e)
Tél. CENTRAL 80-63
Pour la Publicité s'adresser à la Direction
14, rue Drouot, Paris (9e)

La Journée des Orphelins

On a raison de réclamer que la « Journée des Orphelins de la Guerre » ne soit pas organisée au bénéfice d'une seule œuvre.

J'ajoute que personne n'a intérêt à jouir d'un droit d'exclusivité.

Pour réussir, les « Journées » ont besoin du sentiment unanime de l'opinion et du concours chaleureux de toute la presse.

Si autour d'une de ces Journées des polémiques se développaient, si une partie de la presse la boudait ou l'attaquait ouvertement, le public ne marcherait pas.

En sorte que l'œuvre qui se félicitait de son privilège s'aperçevrait vite qu'elle a fait une mauvaise affaire.

Il ne doit pas, il ne peut pas, à l'heure actuelle, s'élever de disputes à propos des manifestations de la solidarité nationale. Encore moins à propos d'une « Journée des Orphelins ». Quand il s'agit des enfants, les querelles de boutiques ne sont pas seulement ridicules, elles sont odieuses.

Il faut donc que le différend qui met aux prises les diverses œuvres d'orphelins s'arrange.

Il s'arrangera d'ailleurs, n'en doutez pas. Il s'arrangera malgré l'huile bénite que ces bons cléricaux jettent sur le feu dans l'espoir de tirer parti de l'incident contre la République.

J'ignore si M. Malvy peut retirer l'autorisation accordée préalablement à l'*Orphelinat des Armées*. Mais ce que je n'ignore pas c'est qu'il dépensera pour solutionner dans le sens de la justice ce malheureux conflit toute son énergie, toute sa ténacité. On peut lui faire pleine confiance sur ce point.

Je crois savoir qu'à l'heure où paraîtront ces lignes, le ministre recevra les dirigeants de l'*Orphelinat des Armées*.

Ce que dira le ministre, nous le savons.

Nous sommes moins sûrs de ce que répondront ses interlocuteurs.

Mais là encore [illegible] l'*Orphelinat des Armées* a à sa tête des hommes éminents, connus pour leur indépendance d'esprit et leur générosité. Ce sont eux qui trouveront la formule d'accord.

Il serait véritablement lamentable, après tant d'admirables exemples donnés par le pays, que les Français se missent à se déchirer à propos de chers petits êtres dont la fonction est précisément de rapprocher, d'unir et d'apporter dans nos misérables existences la lumière et la fraîcheur.

Miguel ALMEREYDA

Avant l'intervention roumaine

LE MINISTRE DE RUSSIE REÇU EN AUDIENCE PAR LE ROI

Milan 15 juin. — On télégraphie de Bucarest au *Secolo* :

« M. Poklevski, ministre de Russie, a été reçu en audience par le roi. On attribue une importance considérable à cette entrevue.

« Les ministres se sont réunis longuement en conseil chez M. Bratiano. Les présidents du Sénat et de la Chambre ont pris part à la délibération.

« Aucun communiqué officiel n'a été publié relativement à ces débats, mais les journaux, généralement bien informés, annoncent que les choses vont bien et l'état d'esprit est e général satisfaisant. Dans tout le pays, le public reste calme et aucune agitation ne règne qui puisse indiquer la situation véritable. »

LES ETATS-MAJORS SE CONCERTERONT

Bucarest, 13 juin. (Retardée dans la transmission). — Dès que l'entente sera faite avec la Russie, l'état-major roumain s'entendra avec les états-majors des alliés pour entrer en action en parfait accord avec les Etats de la Quadruple-Entente.

La police a pris des mesures énergiques pour empêcher les manifestations des socialistes, fomentées par l'Allemagne, en faveur du maintien de la neutralité de la Roumanie.

Un taube sur Belfort

Belfort, 15 juin. — Ce matin, à 7 h. 45, un taube, volant à une grande hauteur, a jeté quatre bombes qui n'ont causé que des dégâts matériels insignifiants ; vivement canonné, il a dû rebrousser chemin rapidement.

De 3 à 6 heures

L'offensive des Alliés dans les Dardanelles

Le correspondant spécial de l'Agence Reuter aux Dardanelles envoie à la date du 3 juin une communication de laquelle nous extrayons les renseignements suivants :

« Les armées françaises et anglaises occupent dans la péninsule des positions dont les efforts des Turcs ne pourront les chasser. Elles sont pourvues de tout ce dont elles ont besoin, et elles ont reçu des renforts importants.

Il est difficile de connaître le nombre des ennemis. Nous savons qu'une cinquième armée commandée par le général Liman von Sanders a été formée pour défendre la Turquie d'Europe. Au commencement, deux corps d'armée et quelques troupes additionnelles étaient chargées de défendre les deux rives des Dardanelles ; mais il est absolument certain que ces forces ont été augmentées. On pense également que l'ennemi peut réunir quatre ou cinq corps d'armée spécialement pour la défense de Gallipoli et qu'il paraît se contenter d'un rôle passif sur les autres fronts où il a à lutter contre les Anglais et les Russes. Telle est à présent la situation sur le front de notre armée.

« Les armées anglo-françaises et australiennes commandées par Sir Jan Hamilton, sont dans les meilleures dispositions d'esprit et sont sûres de pouvoir chasser l'ennemi de toutes les positions, bien qu'elles n'ignorent pas les difficultés de la tâche qu'elles ont à remplir. »

Athènes, 15 juin. — On mande de Mytilène qu'après une lutte violente de part et d'autre, la résistance turque sur la côte de Krithia commence à faiblir devant les renforts régulièrement reçus par les Alliés.

A Aivali et à Smyrne, les Grecs continuent à être persécutés. Les chrétiens âgés de 18 à 60 ans sont recrutés et dirigés sur le Caucase et dans la presqu'île de Gallipoli.

LE VOYAGE PRESIDENTIEL

M. Poincaré à St-Chamond

Saint-Etienne, 15 juin. — Le Président de la République est arrivé ce matin à 10 h. 30 à Saint-Chamond, où il a été reçu par M. Lallemand, préfet de la Loire, M. Delay, maire de Saint-Chamond, ainsi que par a direction et le haut personnel des Aciéries de la Marine et d'Homécourt.

Le Président était accompagné de M. Millerand, ministre de la Guerre, et du général Duparge.

Après les souhaits de bienvenue, M. Poincaré a visité les Aciéries de la Marine et a distribué quelques récompenses. Il a félicité hautement le personnel et la direction de leurs efforts pour la défense nationale.

A midi 15, le Président de la République remontait en wagon et quittait Saint-Chamond, prenant la direction de la Nièvre.

Nouvelles de Russie

LE PLAN RUSSE N'A PAS CHANGE

Petrograd, 15 juin. — L'« Invalide Russe », organe du ministère de la guerre, écrit : « Notre plan n'a pas changé. Il tend toujours à laisser l'ennemi se briser contre notre résistance, en lui permettant de prendre telle initiative qu'il veut. Ce plan a ses avantages, et il dépend sans doute de causes profondes puisque les alliés l'avaient adopté. »

Exécution

Orléans, 15 juin. — Ce matin, à 3 h. 45, au champ des Groues, a été fusillé l'espion Foudrain, condamné à mort par le conseil de guerre de la cinquième région. Foudrain, lors du passage des Allemands à Jouarre et à Courcelles, avait participé avec eux au pillage et leur avait fourni des renseignements.

A la Chambre

La gratuité des envois postaux

La chambre avait décidé, dans sa séance de jeudi, de siéger cet après-midi afin de se prononcer sur une proposition concernant la réquisition des navires. Son auteur, M. Bouisson, avait insisté pour la voir inscrire à l'ordre du jour. Il s'agissait de déclarer dans une loi que le ministère de la marine était déchu du droit de réquisition et que ses pouvoirs étaient transférés au sous-secrétariat de la marine marchande.

Mais, dès le début de la séance, le président de la commission, M. Guernier, fit une déclaration dans laquelle il exposa que la commission de la marine marchande et celle de la marine de guerre s'étaient mises d'accord avec M. Augagneur, ministre de la marine. Il était entendu qu'un arrêté ministériel accorderait les pouvoirs nécessaires au sous-secrétaire d'Etat.

En conséquence, la proposition devait être retirée de l'ordre du jour.

Ce fut l'avis de l'assemblée. M. Goude protesta, mais inutilement.

M. Guernier lui fit remarquer que la question principale étant retirée, la question subsidiaire l'était également.

La Chambre adopta sans débats la proposition suggérée par MM. Paul-Meunier, G. Ponsot et V. Dalbiez, relative à la gratuité d'envois postaux retour du Sénat, et dont voici le texte :

Les bénéficiaires de l'allocation prévue par la loi du 5 août 1914 ont droit à l'envoi gratuit, par poste, une fois par mois, aux membres de leur famille qui sont sous les drapeaux, d'un colis recommandé dont le poids ne devra pas excéder 1 kilog.

Cette disposition sera également applicable aux familles des mobilisés comptant au moins quatre enfants vivants.

Le Travail Parlementaire

Les munitions devant les Commissions

Les commissions du budget et de l'armée réunies ont terminé ce matin l'examen des questions intéressant la Défense Nationale, en présence de M. Viviani, président du Conseil, et de M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre.

Les réponses faites par les membres du gouvernement ont satisfait les membres de la commission. Il a été entendu que toutes les dispositions seraient prises pour porter à son maximum le rendement des usines fabriquant du matériel d'artillerie et des munitions.

Avant de se séparer, M. Viviani, président du Conseil, s'est montré très heureux des entretiens cordiaux qu'il venait d'avoir depuis plusieurs séances avec les membres des commissions du budget et de l'armée. Il a formellement déclaré que toutes facilités leur seraient accordées pour effectuer leur contrôle nécessaire.

M. Clémentel a remerié le président du Conseil de la collaboration qu'il avait apportée au travail des commissions conjointement avec le ministre de la Guerre et M. Albert Thomas, et il s'est félicité de la décision du gouvernement de permettre aux membres des commissions compétentes de pouvoir exécuter librement le mandat qu'ils tiennent de la nation.

Le projet Dalbiez

La commission de l'armée continue à étudier le projet de meilleure utilisation des forces mobilisables. Elle entend cet après-midi les auteurs d'amendements ; elle se prononcera ensuite sur chacun d'eux.

M. Vandame, député réactionnaire du Nord, avait demandé à ses collègues de décider le retrait de la proposition. Mais il lui fut répondu que la commission ne pouvait se rendre à sa conception.

Les allocations aux familles des mobilisés

La commission d'assurance et de prévoyance sociales a entendu la lecture du rapport de M. Renaudel sur les allocations.

Bourse de Paris

DU MARDI 15 JUIN 1915

Le marché n'offre que peu de modifications avec les cours pratiqués la veille ; mentionnons toutefois un léger fléchissement du 3 0/0 qui perd un quart de point, tandis que le groupe cuprifère consolide l'avance acquise, la hausse du cuivre-métal se poursuivant sans interruption.

Fonds d'Etats. — Français 3 0/0, 72 50 ; 3 1/2 0/0, 91 30. — Russe 1896, 59 95 ; 1906, 91 25 ; 1909, 81 90 ; 1914, 90 35. — Extérieure, 85 05. — Turc 4 0/0, 62 55.

Actions diverses. — Banque de France, 4.590. — Banque de Paris, 889. — Union Parisienne, 560. — Lyonnais, 1.050. — Banque de l'Ozow-Don, 1.050. — Banque Russo-Chinoise, 391. — Banque Ottomane, 470. — Lyon, 1.072. — Nord, 1.399. — Suez, 4.395. — Métro, 438. — Omnibus, 468. — Thomson, 576. — Distribution, 450. — Saragosse, 365. — Briansk ord., 320. — Hartmann, 365. — Maltzoff, 480. — Toula, 1.170. — Dniéprovienne, 2.360. — Monaco, 2.305 ; 1/5, 465. — Malacca, 120.

La Vie de Paris

UN VILLAGE

Il est un village dans la cité. On le voit une fois par semaine. Autour d'une statue, dans une allée ombragée, les habitants se réunissent le dimanche.

Au milieu d'un groupe de notables, M. le maire étudie les causes du renchérissement de la viande. Le maître d'école commente le communiqué. On rencontre aussi les gendarmes, les facteurs, les douaniers et les bonnes commères qui s'attardent pour se demander des nouvelles des réfugiés...

— Même Rousseau, où est la famille Jacquot ?

— Ceux de Signy-l'Abbesse ? Faut demander cela à M. le maire.

Et, malgré soi, en les entendant, on cherche les lignes blanches des cols, les pins verts aux aiguilles fines et les maisons basses aux toits de briques. On sait alors pourquoi les gens du village ont des larmes dans les yeux et des tremblements dans la voix.

La petite commune est sur les grands boulevards, entre l'Ambigu et les Folies-Dramatiques. Les hautes maisons de Paris ont remplacé l'horizon des monts boisés. Sur les trottoirs, sur la chaussée, sous les marronniers et à la terrasse des cafés, ils sont des centaines, les habitants du village qui viennent parler, avec émotion, du pays souillé par l'ennemi...

Ceux qui ont assisté aux scènes douloureuses de l'invasion racontent aux autres, à voix basse, d'une voix sombre, l'horreur des fusillades et des massacres prussiens. Gravement, avec une sagesse précoce, les enfants des réfugiés, vieillis avant l'âge, écoutent... Cependant, comme d'habitude, la foule parisienne des journées dominicales passe, sans écouter, sans regarder, sans penser... On sent que le petit village est bien isolé dans la capitale...

Seul, sur son socle de pierre, le bon baron Taylor, protecteur des pauvres et des malheureux, sourit doucement, avec compassion, aux déracinés des Ardennes..

Léo Poldès

SUR LE FRONT BRITANNIQUE

Exploit de deux aviateurs anglais

La Lettre du « Voisin »

Londres, 15 juin. — Le témoin oculaire attaché à l'état-major britannique rapporte :

Le lundi 7 juin, jour où les aviateurs navals britanniques remportèrent des succès si remarquables, deux de leurs camarades, partis en reconnaissance à une vingtaine de kilomètres du front, furent attaqués par plusieurs aviateurs allemands.

Atteint à la mâchoire et au cou, le pilote s'évanouit et un moment perdit tout contrôle sur l'appareil ; puis, il reprit suffisamment ses sens pour rétablir l'équilibre de l'avion et continuer le vol, poursuivi par les aéroplanes allemands qui tiraient successivement sur lui.

Néanmoins, la perte de sang, l'affaiblissement, le pilote ne savait plus guère ce qu'il faisait ; mais l'observateur lui fit passer des bandages et l'aida à panser sa blessure, qui était dangereuse, tout en continuant à manœuvrer l'appareil, observant et complétant la reconnaissance.

Les deux officiers effectuèrent un bon atterrissage à leur base d'aviation, où ils rapportèrent les renseignements qu'ils étaient allés chercher. L'état du pilote est aussi satisfaisant que possible.

***

Les Allemands ont jeté dans nos tranchées, au nord d'Ypres, près du canal de Comines, la lettre suivante, écrite en anglais :

« Chers voisins, vos compatriotes nous reprochent d'employer des gaz asphyxiants et prétendent que c'est un signe de faiblesse de notre part. Il n'en est rien.

« C'est seulement une aide que nous devons à nos connaissances techniques et chimiques, plus développées, plus parfaites et plus grandes, à notre supériorité dans les sciences.

« Au sujet de la catastrophe du *Lusitania*, vos compatriotes nous reprochent d'avoir tué des femmes et des enfants. La seule réponse, c'est que nous devons nous protéger.

« Essayez de tuer une guêpe, elle vous piquera. En troublant notre commerce, vous voulez faire périr l'Allemagne, tuer des femmes et des enfants innocents en les faisant mourir de faim.

« Mais quelle est la différence ?

« Qui oblige vos femmes et vos enfants à s'exposer au danger ? S'ils le font, c'est de leur faute ; leur sort est entre nos mains. Il n'en est pas de même pour nous.

« Ce jeu-là vous fait plaisir, mais ce n'est pas fini. Combien de temps comptez-vous vous maintenir dans vos positions ? Ne voyez-vous pas que nous serons victorieux, malgré le nombre de nos ennemis ? Vous vous battez pour le commerce et pour l'argent. Nous combattons pour notre pays. *To be or not to be, that is the question.*

« En attendant votre réponse, je suis bien sincèrement,

« Un de vos voisins. »

Commentant cette lettre, le témoin oculaire dit :

« Elle montre le désir d'entrer en relations. Evidemment, elle trahit chez quelques Allemands le sentiment que leurs actes sont d'une telle nature qu'ils réclament une justification.

« D'ailleurs, qui s'excuse s'accuse. Ensuite, la jalousie, et d'autre part, la conviction qu'ont les Allemands que les soldats anglais sont tous des mercenaires leur fait croire que nous combattons pour le commerce et l'argent, alors qu'eux seuls, inspirés par le patriotisme, luttent pour leur existence nationale, par le moyen d'une armée nationale comprenant tous les citoyens.

« Cette croyance, entretenue avec soin par les autorités, a permis de tromper le peuple allemand sur les causes, le but et les auteurs de la guerre.

« L'ignorance de la masse allemande sur la nature de la guerre qu'a fomentée le gouvernement, la croyance en la justice de la cause allemande, la confiance aveugle dans le succès final, permettent à ce gouvernement de maintenir le peuple dans l'état d'esprit nécessaire pour continuer la lutte contre la plus grande partie du monde civilisé.

« Il reste à savoir si la connaissance éventuelle des faits amènera un revirement. »

Les mensonges officiels allemands

Deux torpilleurs russes coulés qui se portent bien

Petrograd, 15 juin. — Le récent combat de deux torpilleurs d'escadre russes contre le croiseur *Breslau* a eu pour résultat des avaries sérieuses pour le navire ennemi et une légère avarie pour un des torpilleurs, dont quelques hommes ont été blessés.

Suivant le sytème des communiqués officiels allemands, on pouvait s'attendre à l'annonce de graves avaries infligées aux torpilleurs russes.

Cette fois, le télégramme officiel de Berlin donne les torpilleurs russes comme simplement coulés par le *Breslau*, tandis que les habitants de Sébastopol voient ces deux torpilleurs mouillés dans le port, après leur retour de l'expédition.

La Proposition Dalbiez et la Mobilisation aux Antilles

par M. Joseph LAGROSILLIÈRE

Sans aucune arrière-pensée à l'égard du gouvernement, je voterai la proposition Dalbiez, si, comme je l'espère, la Chambre passe à la discussion des articles.

Précisée et complétée par l'amendement Durafour, elle sera entre les mains du ministre des munitions une arme des plus efficaces, contre les embusqués des fabriques de matériel de guerre, contre ceux que Gustave Hervé a raison d'appeler les fraudeurs à la désertion devant l'ennemi.

Précisée et complétée par mon amendement, quant aux vieilles colonies, elle permettra à M. le ministre de la Guerre de faire produire tous ses efforts au grand acte historique qu'il a accompli, aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion, en appelant, selon leurs vœux de toujours, les Français d'outre-mer à la défense de la Patrie.

L'honorable M. Millerand, pour se rendre, en effet, aux pressantes démarches du groupe interparlementaire colonial — je suis heureux de l'en remercier ici — a, par une instruction en date du 12 avril 1915, ordonné le recensement et l'appel de tous les créoles mobilisables, aux termes de nos lois militaires, c'est-à-dire des classes 1889 à 1916.

C'est avec fierté et une grande satisfaction d'orgueil patriotique, que nos populations, dans leur ensemble, ont accueilli la grande nouvelle.

Mais à la Martinique — dernier foyer des préjugés ethniques et de l'aristocratie d'épiderme, — l'événement qu'avait si ardemment souhaité la démocratie coloniale, ne devait être, comme il fallait s'y attendre, du goût de ceux que Schœlcher appelait « les incorrigibles ».

Aussi bien, malgré « l'Union sacrée », cette petite minorité qui « n'a rien appris ni rien oublié », a toutes les peines du monde à contenir les inavouables sentiments que leur suggère la perspective de payer « l'impôt du sang », dans les mêmes conditions et sur le même rang que leurs compatriotes « de couleur ».

Jadis, à la seule pensée que la République pourrait tôt ou tard proclamer « l'égalité dans le devoir », pour les Français des colonies, comme elle avait proclamé pour eux, « l'égalité dans le droit », ils la couvraient des injures les plus grossières et lançaient contre elle les imprécations les plus violentes.

S'étant aujourd'hui assagis au point de faire risette à Marianne et de tenter de lui faire croire qu'ils n'ont jamais laissé d'être ses plus chauds et plus sincères admirateurs, c'est par des manœuvres hypocrites et obliques — que le souci de nos responsabilités nous obligent à dénoncer — qu'ils essaient, suivant l'expression du journal républicain « Le Bloc », de « rendre dérisoire ou odieuse la mobilisation ».

Dès que le câble porta dans nos îles la nouvelle que le gouvernement avait décidé l'incorporation immédiate de tous les créoles valides, en âge de porter les armes, le journal « La Paix », organe du clergé, clama que c'était « une fâcheuse nouvelle ».

M. le maire de Fort-de-France, radical repenti, mué en zélateur de « l'oligarchie coloniale », se fit un devoir d'aller prier le gouverneur de décommander une fête patriotique organisée à l'occasion du départ de nos premiers conscrits. Pourquoi ?

Parce que « *le gouverneur n'aurait pas, pour cette fête, le concours d'une notable partie de la population ; que les familles bourgeoises, profondément troublées par l'ordre de mobilisation, n'avaient le cœur à aucune fête, même patriotique, qu'elles étaient dans l'inquiétude et dans les larmes* ».

En même temps, par la plume d'un notaire, conseiller général, le journal de ce maire psychologue, *La France Coloniale*, entreprenait de communiquer à la population elle-même... les angoisses et les troubles des « familles bourgeoises ».

C'est dans la *France Coloniale* du 27 avril que ledit notaire poussait des cris d'alarme imbéciles, qu'en France aucun préfet n'eût tolérés, même du plus obscur et du plus ignoré des « canards » de province.

Mais c'est dans le numéro du premier mai, de ce journal, que « l'oligarchie coloniale » devait préciser sa pensée et expliquer « ses inquiétudes et ses angoisses » :

« Il est probable qu'on enverra des bateaux spéciaux pour conduire le corps expéditionnaire des Antilles et de la Guyane, qui ne comptera pas moins de quarante à cinquante mille hommes, si la levée se fait avec la rigueur qui convient, *c'est-à-dire sans tenir compte des nécessités économi-*

Les Serviteurs de l'Etranger (1)

XI

Le plan de la Wilhelmstrasse

Voilà donc Maurras et Daudet associés pour la direction de l'*Action Française*, journal royaliste. L'un veut, en devenant le conseiller, le maître d'un roi qu'il aura fait, qui sera son œuvre et sa créature, s'imposer aux hommes que n'a pas éblouis son génie, et tirer vengeance de leurs dédains, justifiés par la brutalité de la nature. L'autre continue à chercher de l'argent ; pour de l'or, il a souillé le nom de son père, vomi sur ses bienfaiteurs, vendu des confidences volées et des souvenirs de famille, entouré de caresses de vieilles femmes agonisantes, trahi trois au quatre partis ; il ne lui reste plus beaucoup d'échelons à descendre, sur l'échelle de l'infamie.

Maurras et Daudet vont ensemble essayer de renverser la République et d'imposer à la France un roi, Philippe d'Orléans, de préférence, — un autre (ils en ont un, tout prêt) si Philippe rechigne ou se dérobe.

L'un et l'autre savent que l'entreprise est chimérique, si l'on n'envisage, pour la réaliser, que les moyens ordinaires. Mais, une fois, déjà, ce roi est revenu en maître dans cette France qui l'avait éliminé ; les fourgons de l'ennemi l'avaient rapporté, brûlant la douane.

C'est sur l'ennemi que comptent Daudet et Maurras. Ils ont partie liée avec l'Allemagne. Leurs intérêts et ceux du Kaiser concordent.

Que veut le Kaiser ?

La guerre, — une guerre d'où la France sorte écrasée.

Que souhaitent nos deux coquins ?

La guerre, car seule une guerre, ils ne le nient point, peut rendre possible un changement de régime, — mais une guerre d'où la France sorte écrasée, car si la République nous conduit à la victoire, jamais les Français reconnaissants n'éprouveront le besoin ni le désir de la renverser, et l'ennemi, vaincu, ne pourra pas nous imposer ses caprices.

Maurras et Daudet, d'accord avec l'Allemagne, vont préparer la guerre qui doit nous jeter, vaincus et repentants, aux pieds de Philippe d'Orléans, ramené par Guillaume II, ou par son cousin François-Joseph.

Ils disposent d'un journal. La foule l'ignore ; mais il est lu par des hobereaux des prêtres, des officiers, et le restant des énergumènes de rue que nous avons vus à l'œuvre aux temps du boulangisme et de l'affaire Dreyfus.

Il est lu aussi dans les agences étrangères, qui le dépouillent et le commentent.

Les deux bandits au service du Kaiser disposent aussi d'une ligue. Les ligueurs sont des prêtres et des moines sécularisés, des châtelains, des professeurs, des boursicotiers et des gens de lettres. Il y en a dans toutes les villes. Partout, au signal donné, ils se mettent à l'ouvrage, transmettent au peuple de France les diffamations expédiées de Berlin, les sujets épouvante choisis à la Wilhelmstrasse.

Avec un journal et une ligue, soutenus l'un et l'autre par l'or du budget d'espionnage allemand, on peut faire du travail.

Maurras ni Daudet ne reculent devant la besogne. Ils exécutent, avec la passion de salariés dont les haines personnelles décuplent le zèle intéressé, le plan qui leur est venu de Berlin, et que, de temps à autre, quelque Behrens vient adapter aux événements.

Il faut déconsidérer la France devant l'Europe.

Nos deux espions vont représenter les Français comme un peuple d'imbéciles gouvernés par des canailles qui les grugent.

Il faut affaiblir la France, à l'intérieur.

Daudet et Maurras vont entretenir et provoquer au besoin la guerre civile, cultiver tous les ferments de discorde entre Français, et préparer un terrain où, le moment venu, l'émeute puisse pousser tout d'un coup. Ils veulent essayer — sans y réussir beaucoup — d'exciter les ouvriers les uns contre les autres : ils tâchent de s'introduire par la petite porte dans les Syndicats et à la Confédération ; ils se dépensent pour créer ou développer des organisations concurrentes.

Ils vont — eux, des incroyants ! — enflammer les catholiques en leur persuadant qu'on les persécute. Plus papistes que les évêques, plus dévôts que les saints, ils travaillent perfidement à une nouvelle Chouannerie.

Dans cette France, déconsidérée et divisée, personne, il le faut, ne pourra faire refleurir la paix et la concorde, ni ramener la considération : Maurras et Daudet entreprendront de diffamer le gouvernement — gouvernement d'aujourd'hui, mais aussi gouvernement d'hier et gouvernement de demain — et tous les hommes dont l'autorité morale a pu, ou pourrait un jour, s'il le fallait, rassembler la nation dispersée en factions ennemies, rassurer les Français affolés, bref rendre éventuellement au pays l'inoubliable service que lui rendit Gambetta en 1870.

Sur d'autres points, ils ont échoué. Ils n'ont pas mal exécuté cette dernière partie de leur programme et Guillaume II a dû leur donner un *satisfecit* tintant l'or, quand il a appris l'assassinat de Jean Jaurès, — leur œuvre...

Voilà, en gros, le plan dont les bandits poursuivaient — et poursuivent encore chaque jour, malgré la guerre, à cause de la guerre, devrions-nous dire — la criminelle réalisation.

Nous allons les montrer à l'œuvre, point par point.

(1) Voir le *Bonnet Rouge* depuis le 6 juin.

ques locales, sans se demander ce que deviendront l'agriculture, l'industrie, le commerce, les services publics ».

Voilà le grand mot lâché : « *les nécessités économiques locales* ».

La *défense nationale* doit céder le pas à la *défense coloniale* : Voilà le dernier mot du patriotisme de « l'oligarchie coloniale ».

Aucune de nos industries locales n'intéresse la défense nationale. A la Guyane, il y a bien des mines ; mais ce sont des mines d'or ! Aux Antilles et à la Réunion, il y a bien des usines ; mais ce sont des usines à sucre et des usines à alcool !

Quelles nécessités économiques peuvent justifier des exceptions à la loi commune du sacrifice, pour messieurs les « sucriers » des colonies, plus que pour leurs collègues de l'Aisne, de la Somme ou de la Seine-et-Oise ?

Le plus beau, c'est que le gouvernement non seulement a toléré les exhorbitantes prétentions des industriels et propriétaires coloniaux, mais a été au devant d'elles, s'y est à l'avance rendu, en commettant la lourde faute — qu'il s'empressera, j'en suis sûr, de réparer — de donner aux gouverneurs le pouvoir absolument illégal d'accorder des sursis d'appel ou d'incorporation, pour des motifs tirés des prétendues « nécessités économiques locales ».

Aussi bien, je n'ai pas besoin de dire à quels abus a déjà donné lieu cette incroyable mesure gouvernementale, et à quels plus criants abus elle donnerait lieu dans l'avenir si, d'accord avec le Parlement, les ministres responsables ne la rapportaient purement et simplement.

Mais l'horreur de l'égalité — par quoi s'est toujours distinguée « l'oligarchie coloniale » — l'induit à commettre les pires scandales, à l'occasion de la mobilisation.

Partant du principe que leurs privilèges passés leur confèrent le droit de ne point payer l'impôt du sang, « les aristocrates de la peur » ont recours à tous les moyens de corruption pour obtenir des conseils de revision des décisions d'exemption ou d'ajournement, en faveur de leurs parents, amis, employés et ouvriers.

J'ai le regret de dire qu'ils parviennent à leurs fins : *la proportion des exemptés ou des ajournés est de 75 p. 100.*

Ils y parviennent, grâce à la complicité des médecins-majors préposés à l'examen des conscrits, devant les conseils de revision.

Certains de ces médecins, qui sont hébergés, au cours de leurs tournées, dans les châteaux des usiniers, et qui voyagent dans leurs automobiles, se sont d'ailleurs signalés comme les ennemis les plus décidés du recrutement.

L'un d'entre eux ne s'est-il pas livré à des voies de fait sur un conscrit, en plein conseil de revision, et n'a-t-il pas proclamé à la table d'un entré, que la France avait tort de mobiliser les nègres et qu'il y a longtemps qu'elle aurait dû rendre les Antilles à l'Allemagne !

Et Gustave Hervé ne m'apprenait-il pas tout dernièrement qu'un autre médecin-major à Bordeaux, avait grossièrement outragé nos conscrits arrivés par l'un des derniers courriers, se demandant publiquement pourquoi l'on n'avait pas laissé aux Antilles « cette cargaison de sales nègres » ?

Ces manifestations de préjugés absurdes et révoltants doivent cesser ; comme doivent prendre fin les abus scandaleux dont bénéficient les chevaliers à la triste figure de « l'oligarchie coloniale ».

Messieurs les ministres des Colonies et de la Guerre, prévenus par les représentants des Antilles, de la conduite inqualifiable de leur subordonné, le médecin-major V..., qui a le coup de pied si prompt et le langage si intempérant, l'ont rappelé, pour prendre à son égard les sanctions que nous avons réclamées.

Mais pour qu'il soit mis un terme à la situation intolérable que je dénonce ici, il faut plus que des mesures individuelles.

Pour l'honneur des populations créoles, au patriotisme si ardent, il est indispensable que, selon l'esprit de la proposition Dalbiez, tous les conscrits des vieilles colonies qui ont été exemptés, ajournés ou classés dans le service auxiliaire soient soumis à l'examen d'une commission médicale spéciale, dont les membres — choisis par les deux ministres responsables — seront eux-mêmes comptables directement envers eux de leurs décisions.

C'est cette disposition que, par mon amendement à la proposition Dalbiez, je demande instamment au gouvernement et au Parlement d'adopter.

J. LAGROSILLIÈRE
Député de la Martinique.

Sur tous les Fronts

Les Communiqués Officiels

Communiqué français

TROIS HEURES

Rien d'important à ajouter au communiqué d'hier soir.

Une attaque ennemie dirigée contre les tranchées conquises par nous, le 6, à Quennevière, a été complètement repoussée.

Une pièce allemande à longue portée a lancé deux projectiles sur Compiègne : aucune victime, aucun dégât.

En Artois, au nord comme au sud de la malheureuse ville d'Arras, nos succès se poursuivent d'une manière très satisfaisante. La conquête du labyrinthe continue avec une grande activité en dépit de la défense désespérée qu'apporte l'ennemi.

Le communiqué de cet après-midi n'ajoute rien à ce que nous avait appris le bulletin de la nuit, si ce n'est la répétition sur Compiègne du bombardement à longue distance qui avait un instant surpris lorsqu'il fut effectué sur Dunkerque.

Communiqué italien

Rome, 14 juin. — Communiqué de l'état-major du généralissime :

Rien d'important à signaler le long de la frontière Tyrol-Trentin.

En Cadore, l'ennemi a fait avec persistance des attaques de nuit contre Monte Piano, les préparant pendant la journée au moyen des forts de l'artillerie du fort de Platzwiese ; mais ces attaques ont été repoussées.

Dans la haute vallée de Cordevole, notre artillerie a provoqué l'explosion d'un dépôt de munitions vers Corte, endommageant les ouvrages ennemis de Tresani.

En Carnie, nous continuons avec succès le bombardement de Malborghetto, où nous avons provoqué une explosion dans la partie inférieure du fort Hensel.

On a reçu de nouveaux détails sur l'opération hardie accomplie par les alpins dans la nuit du 11 juin, dans la rude région de l'Alpe de Volaja. Malgré une résistance opiniâtre, l'ennemi, retranché dans des roches, a été expulsé, laissant entre nos mains des armes, des munitions, des bombes et un certain nombre de prisonniers ; ceux-ci n'avaient pu fuir et se sont rendus, terrorisés par l'élan de nos troupes.

Dans la région du Monte-Néro, notre artillerie a battu un camp ennemi, mettant les troupes en fuite dans la direction de Plezzo.

Tous les prisonniers faits aux environs de Plawa s'accordent pour affirmer que les pertes subies jusqu'ici par l'ennemi ont été très sérieuses.

L'interrogatoire de ces prisonniers montre que la plupart d'entre eux faisaient partie de troupes ayant jusqu'à ce moment opéré contre la Serbie.

A Monfalcone, l'ennemi a essayé hier d'incendier la forêt ; mais il a été repoussé par notre fusillade et nous avons éteint le feu.

Les exceptionnelles chaleurs de ces derniers jours ont augmenté d'une manière sensible les incommodités inévitables de la vie en campagne. Mais nos troupes infatigables en supportent les effets avec constance et avec une inaltérable sérénité.

Signé : **Cadorna.**

La frontière de Cadore offre des voies d'accès plus faciles à une armée d'invasion venant de la plaine de Vénétie que la frontière de Carnie. Aussi les passages assez nombreux sont-ils placés sous le feu d'un assez grand nombre de forts, sans compter celui des batteries intermédiaires facilement dissimulées dans les replis intimes de la montagne.

Néanmoins, avec une maîtrise surprenante, nos alliés poussent graduellement leur front d'attaque vers le couchant, ouvrant la route au gros des troupes qui devra opérer ultérieurement.

Les opérations sont particulièrement actives dans la région orientale de la frontière de Carnie, sur le Kanale Thal. En ce point se trouve un important croisement de voies stratégiques (routes et voies ferrées) empruntant les dépressions qui se recoupent autour de Tarnis. Cette petite localité prise comme centre, on trouve au nord-ouest le versant oriental du massif du Gail, au sud-ouest le versant oriental des Alpes carniques, au nord-est le versant des Alpes du Karawanka, enfin au sud-est le versant septentrional des Alpes juliennes.

Tarnis est le point d'embranchement des voies ferrées qui, venant d'Udine, gagnent respectivement Vienne par Villach et Laibach.

Malborgheth, que les Italiens attaquent, se trouve à mi-chemin entre la frontière et Tarnis, soit à dix kilomètres de ces deux points.

Communiqué russe

Petrograd, 14 juin. — Communiqué de l'état-major du généralissime :

Sur la rivière Windau, le 13 juin, nous avons repoussé, en infligeant de grosses pertes à notre adversaire, des tentatives répétées qu'il faisait pour traverser la rivière avec de grandes forces dans la région de la localité de Liatzkow.

Nous avons également arrêté l'offensive d'éléments ennemis qui avaient traversé la Windau en aval de cette dernière localité.

Le combat pour la possession d'une position près de Chavli continue avec des alternatives d'avance et de recul. La ville de Chavli a été bombardée avec de l'artillerie lourde.

Sur les fronts du Niémen et de la Narew, ainsi que sur la rive gauche de la Vistule, l'ennemi n'a pas développé les attaques qu'il avait commencées.

Une contre-attaque énergique, menée au nord de Prasnych par notre infanterie, lui a permis d'enlever, le 13 juin, presque toutes les tranchées avancées que l'ennemi nous avait prises la veille.

En Galicie, pendant les journées des 12 et 13 juin, un combat acharné a repris sur l'ensemble du front depuis Piskowice, sur le San, jusqu'à Mosciska.

L'ennemi a prononcé une attaque en colonnes serrées sur le front de la rivière Lubaczewka, qu'il a réussi à traverser en son cours inférieur, ainsi qu'entre la Lubaczewka et la Wisznia, où il a enlevé le village de Touchla.

Sur le Dniester, l'ennemi a attaqué avec obstination, mais sans résultat, dans la nuit du 12 au 13 juin et dans la journée suivante, notre tête de pont, près du village de Nieniow.

Sur le front Zozawa-Zaleszeziki, nous avons, le 12 juin, prononcé une contre-attaque d'une audace extraordinaire au cours de laquelle plusieurs compagnies de chasseurs tyroliens et le 20e bataillon de chasseurs ont été presque entièrement sabrés et dispersés.

Le lendemain, dans cette même région, un de nos détachements territoriaux, poussant une contre-attaque, appuyé par d'autres unités, a fait 400 prisonniers, dont 8 officiers.

Le communiqué ci-dessus n'offre rien de bien particulier. La résistance valeureuse soutenue par nos alliés au cours des précédentes attaques ennemies se poursuit avec le même succès. Nous ne saurions donc rien ajouter à l'opinion que nous avons émise hier, à savoir qu'il est bien improbable que les Austro-Allemands puissent obtenir de nouveaux succès en attaquant en formations déployées. Si cette opinion est fondée, nos alliés pourront désormais éviter les attaques locales en formations denses en exerçant une pression continue sur l'ensemble de leur front de combat. Il semble bien d'ailleurs, à lire les récents communiqués, que l'état-major russe se soit rallié à cette tactique.

Communiqué anglais

AU CAMEROUN

Londres, 14 juin. — A la suite de l'attaque dont elle était l'objet depuis le 31 mai, la ville de Carna a capitulé le 11 juin, sans conditions, entre les mains du corps anglo-français commandé par le colonel Cunliffe, commandant le régiment de la Nigeria.

Carna était une place importante qui avait été considérablement renforcée depuis la première attaque britannique annoncée le 29 août 1914.

La colonie allemande du Cameroun est enclavée dans la région nord-est du Congo français. Elle se trouve ainsi entre l'équateur et la parallèle du dixième degré de longitude est (l'ancien méridien zéro — de Paris — étant pris pour point de départ). Le Cameroun est une région montagneuse ; les points les plus élevés sont, au nord le massif de l'Adamaoua, et au couchant, en bordure de la côte, le mont Cameroun dont l'altitude s'élève à 3.960 mètres. La côte allemande forme en partie le fond oriental du golfe de Guinée, à l'est de l'immense delta des bouches du Niger. En avant du rivage, l'île rocheuse de Fernando-Po, possession espagnole, fait face à l'embouchure de la rivière Zannaga.

Au nord-ouest, une frontière tracée sépare le Cameroun des possessions britanniques du Soudan.

Nouvelles de la Journée

En Angleterre

TROIS GRANDS INCENDIES

Londres, 14 juin. — Un incendie a éclaté aux docks Victoria, dans l'entrepôt d'huile du Great Western Railway, situé au milieu des docks.

Un second a pris dans la fabrique d'aniline de Clayton, près de Manchester.

A Booth, la nuit dernière, un troisième incendie aurait détruit les immenses dépôts de coton qui s'y trouvent. Ce soir, le feu faisait encore rage.

En Italie

LES DEPUTES ITALIENS MOBILISES

Rome, 15 juin. — On compte actuellement quatre-vingts députés sous les drapeaux.

En Russie

LES USINES AUSTRO-ALLEMANDES DE PETROGRAD PLACEES SOUS LE CONTROLE DU GOUVERNEMENT RUSSE

Petrograd, 15 juin. — Le général Troloff annonce que toutes les usines et fabriques du district militaire de Petrograd, appartenant à des sujets ennemis, sont placées désormais sous le contrôle du gouvernement, comme étant nécessaire à la Russie pour sa défense.

PRECAUTION RUSSE CONTRE L'ESPIONNAGE ALLEMAND

Petrograd, 15 juin. — Toutes les conversations téléphoniques en d'autres langues que le russe sont interdites dans la ville et le district de Petrograd, par mesure de précaution contre l'espionnage allemand.

En Autriche

LA DISETTE A VIENNE

Berne, 15 juin. — A Vienne, les négociants en gros eux-mêmes manquent de sucre depuis trois semaines.

Les autorités détiennent le stock complet de farine et, depuis quinze jours, les détaillants ne peuvent en obtenir.

Le café est très rare ; les œufs se vendent excessivement cher ; les légumes sont insuffisants.

Le prix des métaux augmente.

LE TYPHUS

Berne, 15 juin. — Le typhus tacheté continue ses ravages en Autriche.

340 nouveaux cas ont été signalés entre le 29 mai et le 5 juin.

En Turquie

LE SULTAN VOUDRAIT UNE PAIX SEPAREE

Turin, 15 juin. — *La Stampa publie une lettre de Constantinople, datée du 29 mai, dans laquelle on lit :*

« *L'intervention de l'Italie a produit une énorme impression en Turquie, où l'on désespère de la possibilité d'une victoire.*

« *Le sultan se prépare à demander une paix séparée.* »

En Grèce

L'ETAT DE SANTE DU ROI

Athènes, 15 juin, 3 heures matin. — Température : 37°4. Pouls : 96. Respiration : 20.

En dehors de la faiblesse, l'état général est bon.

LES ELECTIONS

Athènes, 15 juin. — Les résultats connus jusqu'ici confirment l'opinion que les Venizelistes élus sont environ 200 ; néanmoins le cabinet Gounaris restera au pouvoir jusqu'à la convocation des Chambres.

L'élection du président de la Chambre indiquera la force des partis en présence.

M. Venizelos a décidé de reprendre la direction effective du parti libéral.

La Laïque

Des plaques de marbre, accolées aux murs des écoles, vont porter en lettres d'or, les noms des instituteurs tombés aux champs de bataille.

Déjà nombreux sont ces noms et la liste n'en est point close.

Tranquillement, le pauvre petit pion si méconnu, obscur manœuvrier d'un tâche ingrate, pénible, a quitté l'atmosphère de poussière et de vieille encre, a clos doucement la porte de l'école, puis est venu s'aligner avec les troupiers.

On pense avec admiration à ce petit pion. Malhabile aux exercices corporels trop souvent, parce qu'absorbé par la besogne écrasante des examens ; anémié par une tâche épuisante, il s'est battu avec vaillance, et certaines de ses lettres, écrites avec sérénité en pleine tourmente, resteront des pages splendides au livre d'or de l'enseignement de la République.

Chaque jour déjà, il donnait sa vie aux marmots, rebelles d'instinct à toute férule. Sa vitalité s'usait à ensemencer les cervelles en friche. Quand sonna l'heure du danger, il consomma le sacrifice.

Bien des métiers sont éprouvés. Les listes des nôtres disparus mêlent le maçon à l'artiste, le littérateur au forgeron. Fraternité des courages, c'est le peuple entier qui donna le sang de ses veines, en un élan de foi vers la paix future. Mais eux, les universitaires, murés loin de la force d'activité du labeur manuel, l'appel aux armes est venu les trouver, à la façon du dormeur réveillé en sursaut au cri d'alarme d'un sinistre, et qui répond simplement : J'y vais.

Nous avons senti, depuis lors, combien nous l'aimions, cette laïque. La désirant parfaite, nous rêvions ses programmes plus larges, sa morale davantage compréhensible à l'enfant. Maintenant, nous nous rendons compte, ainsi que l'on regrette amèrement, les injustices dont on fut coupable envers un ami perdu, que nous n'avons peut-être pas assez connu tant de ces humbles dévouements.

La laïque nous devient plus chère encore, de ces noms écrits sur le marbre, noms ignorés devenus le plus bel évangile pour les écoliers qui l'épèleront.

Ceux d'entre eux, en proie à l'esprit malin qui rend l'enfance cruelle, levant les yeux vers les noms douloureux des maîtres morts, sentiront s'éteindre leur malignité à l'égard du pion souffre-douleur.

Quant à nous, saluant ces glorieuses listes, un sentiment nous étreint, qui participe du remord. Les avons-nous assez estimés jadis ces instituteurs tombés ? Ils semblent, des plaines ensanglantées où ils reposent, nous adresser un commandement. Nous devrons le comprendre, pour défendre notre laïque. Nous devrons travailler avec ses artisans, si nous désirons qu'elle se dresse, forte et saine, devant l'école noire. Car celle-ci va redoubler d'ardeur pour mettre son empreinte sur notre jeunesse du peuple.

Cette jeunesse-là, promesse de jours délivrés des antiques cauchemars, elle doit être à nous, entièrement. Cela sera si nous le voulons avec intelligence et fermeté.

Fanny Clar.

L'ALLEMAGNE PIRATE

Ses démêlés avec l'Amérique

En Allemagne

IL Y AURAIT DESACCORD AU SUJET DE LA SECONDE NOTE AMERICAINE

Londres, 15 juin. — On mande de New-York au « Daily Telegraaph » :

Dans un télégramme au « New-York World », M. Wiegand mande de Berlin, à la date de dimanche, que le monde officiel allemand est divisé au sujet de la note du président Wilson.

La plupart des Allemands, remarque M. M. Wiegand, ne comprennent pas que l'Amérique use de son droit de neutre en soutenant le droit d'exporter des munitions aux alliés.

M. Wiegand cite M. Maximilien Harden qui, dans une interview, lui a déclaré qu'il ne croyait pas que la question du torpillage des navires marchands pût amener une guerre entre l'Amérique et les Etats-Unis.

« Nous ne devons pas nous attendre, a dit M. Harden, à ce que les neutres renoncent à leurs droits. J'ai perdu bien des amis, parce que j'ai soutenu que la destruction du « Lusitania » fut une erreur politique. Le point de vue humanitaire mis à part, je considère que, quelque soit l'avantage militaire que nous y avons gagné, il ne peut être comparé à ce que nous y avons perdu, moralement et politiquement. »

PESSIMISME

Londres, 15 juin. — On télégraphie de Copenhague au « Daily Telegraph » :

La presse berlinoise n'est plus aussi satisfaite qu'au début de la note américaine ; elle manifeste au contraire un grand pessimisme et fait remarquer que des difficultés très réelles existent.

Des journaux, certainement inspirés, disent que l'Allemagne ne pourra pas céder de manière à donner l'impression qu'elle doute de la victoire finale ; en tout cas, elle ne pourra pas renoncer à la guerre sous-marine, à moins que l'Angleterre ne mette fin à son blocus.

LES NEUTRES N'ONT QU'A NE PAS VOYAGER

Berne, 15 juin. — La *Gazette de Cologne* du 3 juin écrit pour défendre la théorie de la zone de guerre décrétée par l'Amirauté allemande le 18 février :

« Il est évident que le droit des gens n'autorise pas à paralyser le commerce des neutres dans une zone déclarée zone de guerre ; mais la guerre est un maître dur et impitoyable. Il en est de la prétention des neutres comme de celle des fous qui voudraient prendre des bains de mer à Ostende ou passer l'été dans les Carpathes. »

En Amérique

MANIFESTATIONS PATRIOTIQUES

Washington, 15 juin. — Parlant aujourd'hui à la cérémonie du « Jour du Drapeau », fête annuelle consacrée aux écoles, le président Wilson a exhorté les Américains à ne pas se contenter de porter le drapeau épinglé à leurs vêtements ; ils doivent le porter toujours dans leur cœur.

Bien que M. Wilson n'ait pas parlé de l'Europe, des applaudissements ont accueilli toutes ses allusions au patriotisme du peuple des Etats-Unis.

M. Mc. Adoo, ministre des Finances, qui a ouvert la séance, a dit :

« Nous sommes réunis pour rendre hommage au drapeau national, en un jour où il est plus que jamais un signe d'espoir pour la civilisation. »

M. ROOSEVELT CONTRE LES PACIFISTES

New-York, 15 juin. — M. Roosevelt, dans une lettre écrite à l'occasion de l'inauguration de la « Ligue de sécurité nationale », dont le but est d'activer la préparation militaire des Etats-Unis, attaque avec une énergie caractéristique, les pacifistes professionnels qui prêchent la poltronnerie.

Il déclare que c'est le devoir de la nation de se préparer à se protéger et il dénonce comme malfaisants tous les traités d'arbitrage récemment conclus.

Les Actes des Pirates

UN PIRATE QUI A PEUR

Londres, 15 juin. — La goëlette danoise *Marie* est arrivée à Leith.

Son capitaine rapporte que, pendant son voyage de Christiansand à Leith, un sous-marin allemand arrêta la goëlette au large de l'île May et ordonna à l'équipage de prendre place dans les canots.

Des marins allemands montèrent à bord du navire pour y mettre le feu. Mais, à ce moment, deux bateaux anglais en patrouille furent aperçus et le sous-marin, rappelant ses hommes, se hâta de disparaître.

Le bateau-patrouille a ramené la goëlette à Leith avec son équipage.

NOS MORTS

La Ligue des Droits de l'Homme demande au Gouvernement d'en publier le nombre

La Ligue des Droits de l'Homme vient d'attirer l'attention du Gouvernement sur la nécessité de faire connaître officiellement le nombre de nos prisonniers et de nos morts.

Les chiffres les plus fantaisistes et les plus extraordinaires circulent ; ce serait donc rassurer l'opinion et la calmer que de lui donner un chiffre exact.

D'autres Etats l'ont fait et il ne semble point que cette révélation ait été fâcheuse.

« Vous estimerez certainement, Monsieur le Ministre, dit, en terminant M. Ferdinand Buisson, que le peuple de France, qui a montré depuis le début de la guerre une sérénité héroïque, est capable, lui aussi, d'entendre la vérité ; j'ose ajouter qu'il y a droit. »

Dans Paris

UNE EXCAVATION A LA VILLETTE. — A 9 heures du matin, une excavation de 50 centimètres de largeur sur 1 m. 30 de profondeur s'est produite sur la chaussée, boulevard de la Villette, en face du 82.

Toutes les mesures de précaution ont été prises.

LA QUESTION DES LOYERS

J'aurai l'occasion, plus d'une fois encore, de revenir sur cette question angoissante. Si j'en reparle aujourd'hui après l'avoir longuement examinée en de multiples chroniques, c'est que les Associations de propriétaires viennent d'adresser aux membres du Parlement une pétition qui dénote, de leur part, une singulière incompréhension de la situation au point de vue des loyers.

Notre excellent collaborateur Raoult a déjà protesté justement, ici-même, contre les prétentions abusives des propriétaires, mais il n'est pas inutile de serrer de plus près leurs arguments.

Le factum des propriétaires commence par détourner la question en accusant le gouvernement de faire cadeau de loyers à des locataires qui peuvent les payer. Il y a effectivement des gens qui ne règlent pas leurs termes parce qu'ils s'imaginent que *tous les loyers sans exception* subiront une réduction pendant la guerre ; ils craignent, s'ils ont déjà versé, de ne pas bénéficier de cette réduction, et estiment que puisqu'on ne les oblige pas, cet argent est mieux dans leur poche que dans celle du propriétaire.

Or, il ne peut pas être question d'une diminution générale des loyers sans distinction, et les pouvoirs publics auraient évité cette erreur regrettable si, comme je l'ai demandé depuis longtemps, ils avaient posé en principe :

1. — Que seuls pourraient obtenir une réduction du montant de leur loyer les locataires qui justifieraient avoir subi un dommage direct du fait de la guerre ;

2. — Que les locataires qui ne pourraient justifier d'aucun dommage auraient à payer un intérêt de retard au taux de 5 p. 100 l'an sur le montant des termes dus depuis leur échéance. Cela aurait suffi vis-à-vis des locataires qui n'ont réellement aucune raison valable de ne pas payer leurs termes.

Quant aux autres, l'appréciation de leur situation et de leurs pertes est une besogne longue et délicate, exigeant des commissions spéciales, une juridiction particulière : en attendant d'être en état de statuer sur les réductions équitables, le gouvernement devait leur accorder délai, et c'est ce qu'il a fait par des clauses du moratorium. Non seulement, c'est légal, mais en fait, il n'y avait pas moyen d'agir autrement.

Ce que réclament surtout les propriétaires, c'est que *les charges de la guerre soient réparties équitablement, sous forme d'impôts, sur tous les contribuables.*

Equitablement, soit ; mais cela ne veut pas dire *également*. Le cataclysme a bouleversé les catégories de contribuables ; il est équitable de demander plus à ceux qui sont particulièrement favorisés, c'est-à-dire aux propriétaires.

Favorisés de tous temps, car la propriété bâtie, et surtout l'immeuble de rapport, est la forme de placement la plus stable, le mieux garantie et la plus rémunératrice, sans exiger de son possesseur ni initiative, ni travail, ni risques.

Favorisés spécialement depuis un quart de siècle, à Paris surtout où les immeubles ont doublé ou triplé de valeur du fait des travaux de voirie et d'embellissement payés par la masse.

Favorisés au point de vue de la mobilisation, puisque l'absence du propriétaire ne porte aucun préjudice au revenu de l'immeuble, à l'encontre de tous les commerces, de toutes industries, de tous les métiers.

Favorisés au point de vue des dommages pouvant résulter des hostilités, puisque l'Etat s'est engagé à réparer ces dommages.

Il est juste que tant d'avantages se paient, alors que la calamité publique impose à tous des sacrifices. Et ce ne serait pas un sacrifice excessif, le paiement d'une taxe extraordinaire qui, dans l'ensemble, atteindrait à peine 2 p. 100 du capital immobilier excédant un minimum déterminé.

Périlus.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE — PARIS-IIe SECTION

LE BONNET ROUGE est composé par une équipe d'ouvriers syndiqués.

Le Gérant : LÉON BAYLE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. Dangon, 123, rue Montmartre, Paris (2e). GEORGES DANGON, imprimeur.

LES PLANCHES

A propos de la musique allemande

Ils sont légion les compositeurs français qui firent campagne contre les musicographes allemands. C'était là leur façon de faire la guerre — tout le monde ne peut pas combattre dans les tranchées.

M. *Camille Saint-Saens* en profita pour se montrer sous un jour nouveau ; après avoir été un musicien de premier ordre, il devint un polémiste violent, partial et bavard. Dans de longues colonnes, il fulmina contre *Wagner* plus spécialement et avec une telle âpreté que le lecteur, sans mettre en doute le patriotisme de l'auteur de la *Symphonie avec orgue*, ne put s'empêcher d'y associer, dans son esprit, une idée de concurrence.

M. *Debussy* suivit, à son tour. Puis d'autres vinrent encore qui, pour vouloir trop prouver, ne prouvèrent rien.

Le parti-pris qui inspirait ces articles était indéniable. On ne peut, en effet, invoquer l'inconscience. L'exaspération patriotique avait bouché les oreilles, anéanti la libre artistique de ces grands compositeurs. Avec un peu plus de temps, ils en seraient arrivés à préférer Adam à Bach, et Auber à Beethoven.

Un seul eut le courage de son opinion, l'orgueil de son sentiment en matière d'art, c'est M. *Vincent d'Indy*.

Au cours d'une conférence qu'il prononça aux Galeries Georges Petit et que *La Renaissance* publie dans son dernier numéro, l'auteur de *Fervaal*, quand il en vint à Wagner, s'exprima en ces termes :

Mesdames, messieurs, j'ai été soldat en 1870, je me suis battu, à Paris, contre les Allemands comme mon fils se bat actuellement en Lorraine contre les mêmes Allemands, et je n'admettrais pas que quelqu'un pût douter ici de mon patriotisme ; mais, je vous le dis sincèrement, je ne puis m'empêcher de blâmer de toutes mes forces la campagne absurde que l'on mène depuis quelque temps contre l'auteur de Parsifal.

On n'efface pas un génie, fût-il votre plus mortel ennemi, et, parce qu'il a plu à Guillaume II de nous attaquer, on ne va pas, du moins je l'espère, reléguer les tableaux de Durer et de Holbein dans les greniers du Louvre !

Bravo, M. *Vincent d'Indy* ! Votre belle franchise ajoute encore à l'autorité de votre parole en matière musicale. Votre opinion est doublement précieuse.

Puisse votre conférence fermer le bec une bonne fois à tous les bavards impénitents, à tous les artistes valeureux que l'appât d'une « place à prendre » avaient transformé en polémistes maladroits, ridicules et inutiles.

Marcel Sérano.

Courrier des Spectacles

Ce soir :

COMÉDIE-FRANÇAISE, 8 h. *L'Ami Fritz ; Les fiançailles de l'Ami Fritz.*

PALAIS-ROYAL, 8 h. — « 1915 ! » revue de Rip.

Comédie-Française. — Aujourd'hui 15 juin, mardi, en soirée, à 7 h. 45 très précises : *L'Ami Fritz ; Les Fiançailles de l'Ami Fritz*, poésies et chants d'Alsace-Lorraine.

Opéra-Comique. — Jeudi, en matinée, *Louise* sera donnée, au profit de l'Orphelinat des Armées, avec Mme Euvina, MM. Fontaine et Albers. M. Gustave Charpentier conduira le 4e acte. Le spectacle sera terminé par *Sur le Front* (Mlle Chenal).

Pelléas et Mélisandre reparaîtra, la semaine prochaine seulement, sur l'affiche de l'Opéra-Comique, une légère atteinte d'appendicite contraignant Mme Mary Garden à se reposer encore quelques jours.

Samedi soir, *Carmen* qui, dans sa nouvelle mise en scène, est et demeurera toujours l'un des plus purs joyaux du répertoire rue Favart, sera donnée aux abonnés ; Mlle Marguerite Sylva jouera Carmen.

Le lendemain, dimanche, en matinée, Mlle Vorska chantera *Manon*. Et le soir, Mlle Edmée Favart débutera dans *Mignon*.

Théâtre Sarah-Bernhardt. — La répétition générale de la *Vierge de Lutèce* qui devait avoir avoir lieu aujourd'hui est retardée de 48 heures. Mme Dufrène surmenée par les dernières répétitions d'un rôle très fatigant, s'étant trouvée subitement souffrante et son docteur lui ordonnant deux jours de repos absolu. La Direction et l'auteur s'excusent auprès de la presse et du Public de ce contre-temps.

Répétition générale le jeudi 17 courant, à 1 h. trois quarts.

Le Gala de l'Odéon. — Pour le Gala de Bienfaisance de jeudi prochain, 17 juin, que le Comité Central de Secours aux victimes de la guerre organise en matinée, au théâtre national de l'Odéon, nous rappelons que la location se fait à l'Odéon ; chez Durand et Cie, 4, place de la Madeleine ; à l'Agence des Théâtres, 8, place de l'Opéra ; à l'Agence des Théâtres, 38, avenue de l'Opéra.

Théâtre de la Gaîté. — Le théâtre de la Gaîté va inaugurer une saison d'été au cours de laquelle, tous les soirs ainsi que les jeudis et dimanches en matinée, seront représentées des comédies gaies et des vaudevilles du répertoire, tels *Contrôleur des Wagons-Lits*, l'amusante pièce d'Alexandre Bisson, qui commencera la série samedi prochain, 19 juin, avec une très belle distribution.

Théâtre-Antoine. — Relâche. Samedi 19 juin, à ce théâtre, première représentation du *Mariage de Mademoiselle Beulemans*, au profit de l'œuvre de la solidarité franco-belge.

La Cigale. — Clôture annuelle.

Folies-Bergère. — Succès triomphal de *Sous les drapeaux*, la vraie revue de l'année 1915 : 27 tableaux inédits. Dans le célèbre jardin du hall, la température et les consommations les plus fraîches. Promenoirs : 2 francs.

LE SPECTACLE

THEATRES ET CONCERTS

BA-TA-CLAN (Tél. Roquette 30-12). — T. l. j., à 8 h. 30, jeudis, sam. et dim. mat. à 2 h. 30 : *Te Bile Pas !* revue en 2 actes, de Colvai et Charley.

KURSAAL, 8 h. 30. — Partie de Concert. Ballet militaire. L'Hymne de Mameli, chanté par la Manolita. Dimanches et fêtes matinée à 2 h., en semaine, à 4 h., apéritif-concert.

LA FAUVETTE (58, av. Gobel.). — Tous les soirs *Miss Tourtourou*, opérette en 2 actes de MM. Mauprey et Pougaud.

CHANSONIA (10, b. Beaum.). — Tous les soirs, *Le Mariage de Pépéta*, opérette à grand spectacle, de MM. Alcide et Henri Varna. *Mansuelle* joue le rôle d'*Analalos* qu'il a créé au Concert Mayol.

FANTASIO (96, boul. Barbès). — Tous les soirs. *L'Héritier présomptif*, vaudeville en 2 tableaux de MM. Mauprey et Kolb.

GRAND GUIGNOL, 20 bis, r. Chaptal (Centr. 28-30). *Depuis six mois ; La Voiture Versée ; La Griffe ; Après Nous !*

COMÉDIE-ROYALE. — Tous les jours, à 15 h. et à 20 h. 45, *Viens-tu à Tipperary* (Revue) ; *Sous l'Orage, Times is money* (Comédies).

CONCERT MAYOL. — Tél. Gut. 68-07. — Mistinguett, la célèbre fantaisiste, dans son sketch avec Magnard. Partie de Concert : Pélissier et toutes les étoiles de Paris.

CINEMAS ET ATTRACTIONS

CINEMA DES NOUVEAUTES AUBERT-PALACE, 24, boulev. des Italiens. — T. l. j., de 2 à 11 h. — Actualités. — Programme varié. — Intéressant. — Orchestre symphonique.

TIVOLI-CINEMA (14, rue de la Douane) (Tél. : 26-44). — Tous les jours, matinée à 2 h. 30, soirée à 8 heures. Autour de la Guerre. Actualités au jour le jour.

OMNIA-PATHÉ, 5, boulevard Montmartre, à côté des Variétés. La plus jolie salle, la plus belle projection. — Programme choisi. Actualités. Voyages.

Tous les Samedis
LE BONNET ROUGE
paraît sur 4 PAGES

Tous les Sports

Natation

Avec les beaux jours, les réunions de natation obtiennent un légitime succès, et les épreuves, en général, bien comprises par les sociétés, sont disputées par de nombreux concurrents. Voici les résultats des réunions de dimanche dernier.

Club des Nageurs de Paris (U.F.N.). — 50 m. nage libre : 1. Delagrange, 44 s. ; 2. Grossi et Chauffour, 50 s. ; 3. Gent (C.N.S.), 54 s. ; 4. Rumeau ; 5. Chauvin. — 100 m., nage libre : 1. Babel, 1 m. 24 s. ; Delagrange, Rumeau. — 1.000 mètres : 1. Perrault, 14 m. 43 s. ; 2. Delagrange, 14 m. 45 s. ; 3. Bargas ; 4. Grossi ; 5. Chauffour ; 6. Babel ; 7. Chauvin ; 8. Gent (CNS) ; 9. Rumeau.

Association Sportive Française. — La saison de natation de l'A.S.F. a été ouverte dimanche aux bains Deligny, par une course de 60 m., qui réunissait 22 partants. L'Américain Philip Kirby a très nettement gagné la finale, devant Chabroll, Royer, et le lieutenant Bodeloche. Le match de water-polo fut gagné par l'équipe des footballeurs, sur celle des nageurs.

Cyclisme

Notre confrère *Le Coureur*, vient de reprendre sa publication. Les cyclistes liront avec intérêt les nouvelles de ceux d'entre eux qui sont mobilisés ainsi que tous les détails concernant les épreuves organisées par la Société des courses. *Le Coureur* se trouve dans les principaux kiosques et paraît tous les dimanches matins.

CONVOCATIONS SPORTIVES

Club Pédestre Français. — Réunion ce soir à 8 h., au siège, 151, boulevard Davout : Commission de course à pied.

C. S. I. S. du 20e. — A 20 heures, gymnase du docteur Boisleux : Culture physique, boxe et lutte.

Red Star Club du Perreux. — Commission administrative, à 8 h. 30, à la Coopérative : Divers.

A. Bontemps.